

Mythe et réalité

Dans la querelle des tarifs de laboratoire, on compare des pommes avec des poires

famh. Voilà maintenant qu'on prend l'Allemagne comme exemple pour justifier la baisse des tarifs de laboratoire visée par l'Office fédéral de la santé publique. Le hic, c'est que la comparaison est arbitraire et illogique. On a choisi 40 analyses (chez nous très souvent effectuées dans les cabinets médicaux) pour prouver que le travail de laboratoire est meilleur marché en Allemagne qu'en Suisse. On ne parle pas des autres 1300 (!) analyses et de leur tarif. La FAMH, l'Association suisse des chefs de laboratoires d'analyses médicales, proteste avec véhémence.

Il y a un monde entre les systèmes suisses et allemands. Ici, nous avons avant tout des laboratoires de taille moyenne, avec une très bonne offre des prestations dans toute la Suisse, également dans les régions à faible densité de population (Valais, Jura, Tessin, Grisons, Suisse centrale, etc.), à proximité du médecin et du patient; là-bas on trouve des coopératives de laboratoires centralisées avec des volumes énormes, des longueurs de séries en conséquence et une productivité industrielle.

Avec des systèmes si différents, il n'est pas étonnant que les analyses de base soient mieux rétribuées en Suisse qu'en Allemagne. En plus, il n'a jamais été fait mention qu'en Suisse beaucoup d'analyses compliquées (méthodes manuelles, microbiologie, etc.) sont tarifées en dessous de leur coût de revient. Les tarifs plus élevés des analyses de base - qui permettent d'ailleurs aussi au médecin de couvrir les coûts de son petit laboratoire - compensent donc les pertes subies avec les analyses spéciales.

Le système de laboratoire de présence a fait ses preuves à tel point que l'Allemagne envisage sérieusement de l'introduire pour 5 à 10 dosages. Car il est déjà possible avec un petit nombre d'analyses courantes de prendre dans le cabinet du médecin des décisions qui sauvent des vies et d'adapter rapidement et simplement des thérapies (par exemple pour le contrôle de la coagulation).

Il est évident qu'un petit laboratoire de cabinet médical ne peut atteindre le volume d'une grande coopérative de laboratoire, courante en Allemagne.

Bien sûr que le volume des analyses en Suisse pourrait théoriquement être produit par un petit nombre de grands laboratoires (avec plus de 10'000 commandes par jour). Mais à quel prix? Le résultat serait l'abandon du service régional, rapide et personnel, mais également la perte des laboratoires privés de taille moyenne, très efficaces, et notamment des laboratoires des médecins de famille.

En résumé: L'organisation des laboratoires en Suisse n'est pas comparable à celle de l'Allemagne. Nous avons en Suisse quelques milliers de laboratoires de présence dans les cabinets médicaux, quelques centaines de laboratoires dans les hôpitaux et encore environ 30-40 laboratoires privés, souvent très spécialisés, occupant ensemble quelques milliers de collaboratrices et collaborateurs hautement qualifiés. Ne serait-ce que sur le plan quantitatif, cette différence rend impossible toute comparaison sérieuse.

Modifier la structure des laboratoires fait baisser la qualité

Il est sans doute possible par des mesures financières et des baisses tarifaires de diminuer le nombre des laboratoires médicaux en Suisse et d'y installer des conditions allemandes. On pourra alors enfin comparer.

Est-ce vraiment ce que nous voulons? Nous sommes pourtant déjà engagés dans cette direction. Le nombre des laboratoires privés indépendants a drastiquement baissé en dix ans (d'env. 150 à 30-40) et c'est certainement le résultat des baisses répétées dès 1997 de la rétribution des prestations.

Quelle seront les conséquences d'une nouvelle baisse du tarif, sans parler des pertes de postes de travail?

La fermeture de centaines de petits laboratoires dans les cabinets médicaux, une détérioration des prestations de laboratoire dans les hôpitaux, la disparition des laboratoires privés de taille moyenne dans les régions et la création de grands holdings avec siège à l'étranger (cette tendance existe déjà). Ceci mène à une diminution nette de la qualité du service, y compris des urgences, à des temps d'attentes plus longs pour un simple résultat pour un suivi de thérapie, à des consultations supplémentaires chez le médecin et à des coûts additionnels pour des examens devenus nécessaires à cause d'analyses non réalisées parce qu'elles ne couvrent plus leur coût de revient.

Baisse proportionnelle des coûts

La proportion du coût des laboratoires par rapport aux rétributions des caisses-maladie dans le cadre de l'assurance de base a baissé entre 2003 et 2006 de 2.42% à 2.15% suite aux diverses diminutions du tarif et à l'absence totale de compensation du renchérissement. On ne peut donc pas reprocher à une profession qui, dans 60% des cas de maladie, aide à établir et contrôler le diagnostic et son suivi, de pousser les prix. Avec une part de 2.8% aux coûts totaux de la santé publique, la Suisse se situe d'ailleurs dans la moyenne européenne.

Les dépenses actuelles pour les prestations de laboratoire en Suisse sont plus que justifiées et permettent une analyse médicale de qualité, économique et appropriée dans des structures construites et éprouvées chez nous et qui sont - et c'est essentiel - proches du patient.

* * *